



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°18 – 21 au 27 mai 2021

En bref

Après 40 ans de présence aux Etats-Unis, la banque britannique HSBC a annoncé son retrait du marché retail (particuliers et petites entreprises) américain, avec la vente de 90 de ses succursales sur 148 et la fermeture des agences restantes.

LE CHIFFRE À RETENIR

6 959

Le nombre de cas du variant dit indien au 27 mai au RU, soit le double de la semaine passée

Fait marquant : Le gouvernement britannique pourrait renforcer le dispositif de filtrage des introductions en bourse pour des raisons de sécurité nationale

Une consultation en ce sens devrait être initiée par le Trésor britannique d'ici deux semaines. Les décisions relatives à l'admissibilité des sociétés à la cote sur la bourse de Londres sont actuellement prises par une instance technique *UK Listing Authority*, qui fait partie de la *Financial Conduct Authority*.

Le ministère des finances voudrait renforcer les pouvoirs du Conseil de sécurité nationale en lui offrant la possibilité de bloquer une introduction en bourse d'une entreprise étrangère, sur le fondement de considérations de sécurité nationale.

Le gouvernement pourrait par exemple empêcher une cotation si elle donnait à un État étranger l'accès à des secrets d'État ou commerciaux, ou à des sociétés détenues par des personnes dont les activités pourraient nuire aux intérêts du RU.

Les mesures devraient être axées sur des domaines stratégiques clés tels que la technologie, la défense et les infrastructures nationales.

Actualité macro-économique

Les premières estimations des PMI reflètent une hausse de l'activité en mai – L'indice composite d'activité de Markit s'est établi à 62 en mai, contre 60,7 en avril, illustrant le rebond de demande alors qu'une nouvelle étape du déconfinement a été ouverte le 17 mai. Le PMI des services a augmenté à 61,8 en mai contre 61 en avril, mais reste en-deçà du consensus à 62,2. Le PMI manufacturier a surperformé, s'établissant à 66,1, contre 60,9 en avril et un consensus à 60,8. Il a été soutenu par l'indice de production qui a atteint son plus haut depuis août 2013 à 59,2, mais également par l'indice des temps de livraison des fournisseurs. Cet indice est habituellement un bon indicateur des mouvements de demande mais reflète actuellement les goulots d'étranglements sur les chaînes logistiques. L'enquête de Markit reflète également un début de pression inflationniste en mai, avec un indice composite des prix de production à 58,7, son plus haut historique.

Les ventes au détail ont augmenté de 9,2 % en avril en glissement mensuel – Leur croissance dépasse ainsi le consensus qui anticipait une hausse de 4,5 % en mars et avril. Les ventes au détail étaient ainsi 10 % supérieures en avril à leur niveau moyen de 2019, bien que les magasins non-essentiels n'aient rouvert qu'à partir du 12 avril. Les ventes non alimentaires en magasin ont augmenté de 25,4 % en glissement mensuel, dont une augmentation de 69,4 % pour les vêtements et 17,9 % pour les biens ménagers. Les ventes en ligne ont augmenté de 1% en glissement mensuel pour s'établir en hausse de 53,2 % par rapport à

leur niveau moyen de 2019. Les ventes devraient s'améliorer davantage en mai, comme en témoignent les données de cartes bancaires de la Banque d'Angleterre : les dépenses des ménages du 7 au 13 mai étaient inférieures de 3 % à leur niveau de février 2020, contre 7 % inférieures en moyenne en avril.

Les finances publiques restent mieux orientées que les prévisions de l'Office for Budget Responsibility – Le déficit public a atteint 31 Md£ en avril, alors que l'Office for Budget Responsibility (OBR) l'anticipait à 39 Md£. Le gouvernement a collecté davantage de recettes, à 58 Md£ contre des prévisions à 56,4 Md£, grâce à la reprise économique plus forte qu'anticipée. Les dépenses du gouvernement se sont établies à 95,9 Md£, en dessous des prévisions de l'OBR à 98,8 Md£, notamment grâce à la charge d'intérêts sur la dette qui a été 1,8 Md£ inférieure aux prévisions. La trajectoire des finances publiques devrait rester en-deçà des anticipations de l'OBR cette année, en raison des améliorations de perspectives de croissance (consensus à 6,5 % pour 2021 contre 4 % pour l'OBR). Selon le modèle de l'OBR, une trajectoire de PIB supérieure de 3 % signifierait une baisse de 30 Md£ du déficit ou 1,5 % de PIB par rapport aux prévisions.

La valeur totale des ventes immobilières pourrait augmenter de 46 % entre 2020 et 2021 – Selon le site immobilier Zoopla, les ventes totales pourraient atteindre 461 Md£ cette année, une augmentation de 46 % par rapport à 2020 et 68 % par rapport à 2019. Cela correspondrait à une vente de 1,52 million biens immobiliers (+ 45 % par rapport à 2020), soit le niveau d'activité le plus important depuis 2007. Le marché immobilier a bénéficié cette année d'un changement de comportement des

consommateurs qui souhaitent s'éloigner des villes (« race for space ») et de l'exonération temporaire des droits de mutation à titre onéreux. Selon le site Zoopla, les régions les plus populaires seraient le Pays de Galles, le Yorkshire et le Nord-Ouest de l'Angleterre, tandis que Londres et le sud-est sont délaissés. En mars, les prix immobiliers avaient augmenté de 10,2 % en glissement annuel, le rythme de croissance le plus rapide depuis août 2007.

Actualité commerciale

Le gouvernement initie une consultation sur les négociations d'un futur accord commercial avec l'Inde – La ministre du commerce extérieur, Liz Truss, [lance](#) ainsi les préparations aux futures négociations, en cherchant à recueillir les avis des consommateurs et des entreprises d'ici fin août. Les négociations commerciales formelles avec l'Inde devraient se tenir plus tard cette année. La ministre a indiqué qu'elle souhaitait un accord qui ouvrirait de nouvelles opportunités aux industries du futur et qui permettrait de construire une économie plus verte, plus innovante et tournée vers les services. Le Royaume-Uni a également indiqué vouloir lever les droits de douanes de 150% sur le whisky et de 125% sur les automobiles notamment. Les échanges entre le Royaume-Uni et l'Inde avaient atteint un volume de près de 23 Md£ en 2019, que les deux pays souhaiteraient voir doubler d'ici à 2030. La consultation fait suite à l'annonce d'un partenariat commercial renforcé (ETP) agréé lors de la réunion virtuelle entre Boris Johnson et le Premier ministre Modi le 4 mai, au cours de laquelle ils ont lancé une « feuille de route vers 2030 » pour les relations entre le Royaume-Uni et l'Inde.

Des praticiens de la City expriment leurs inquiétudes quant à l'impact environnemental du commerce avec des pays lointains – Les membres du *City Network* du FT, qui réunit plus de 50 cadres supérieurs du secteur financier,

soutiennent la volonté du Royaume-Uni de multiplier les accords commerciaux et d'attirer de nouvelles sources de financement étrangères telles que les fonds souverains. Toutefois, ils expriment des inquiétudes quant aux conséquences à long terme de ces deux politiques, au regard du coût environnemental du commerce avec des pays comme l'Australie. Les membres considèrent qu'il faudrait « refléter le coût et la valeur réels de ces échanges en prenant en compte l'impact environnemental dans les coûts de la chaîne d'approvisionnement » et des « externalités inhérentes au transport et à l'agriculture », « que ce soit par le biais de taxes sur le carbone et la nature, ou de subventions ». Un autre objectif clé du gouvernement, qui consiste à attirer les investissements étrangers des fonds souverains et des fonds de pension pour investir dans des projets britanniques d'énergie verte, a reçu un large soutien. Toutefois, les membres du Forum soulignent qu'il ne faut pas minimiser les sources de financement nationales (6 Mds£ de capitaux de fonds de pension sont disponibles en Grande-Bretagne).

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La Banque d'Angleterre (BoE) veut rendre son portefeuille d'obligations d'entreprises plus écologique – La BoE a [présenté](#) des plans visant à utiliser ses 20 Mds£ d'obligations d'entreprises pour inciter les sociétés à réduire plus rapidement leurs émissions de gaz à effet de serre. La Banque détient environ 6,5 % du marché des obligations d'entreprises en livres sterling ; bien qu'il s'agisse d'une part relativement faible, elle espère encourager les autres investisseurs à faire de même. Un [Discussion Paper](#) recueillera les commentaires et avis jusqu'au 2 juillet 2021 sur les principes qui pourraient guider la

transition vers le net zéro du programme d'achat d'obligations d'entreprises de la BoE (*Corporate Bond Purchase Scheme*), ainsi que sur les outils appropriés. Principes et outils devraient être fixés à la mi-juillet, en amont du réinvestissement prévu des obligations arrivant à maturité au dernier trimestre 2021. La BoE deviendrait ainsi la première banque centrale au monde à prendre des mesures qui pourraient, à terme, aboutir à l'exclusion des entreprises les plus polluantes de son portefeuille d'obligations. Toutefois, d'après Andrew Hauser, directeur exécutif de la BoE pour les marchés, si « le désinvestissement est un outil puissant », il doit « être utilisé comme une menace crédible pour renforcer les incitations, et non comme une "solution rapide" ».

2 Banques et Assurances

Le soutien des banques britanniques aux entreprises pratiquant la déforestation a dépassé 900 M£ en 2020 – D'après une [étude](#) de l'ONG *Global Witness*, qui a analysé les données de 300 entreprises impliquées dans la déforestation à l'étranger pour le soja, l'huile de palme et d'autres produits de base, plus de 900 M£ de financement provenaient d'institutions financières basées au Royaume-Uni. Or, le projet de loi sur l'environnement, dont l'examen a repris le 26 mai, [ne prévoit pas](#), pour l'instant, de soumettre les banques à des restrictions quant à l'octroi de ce type de financement, le projet de loi ne couvrant que les chaînes d'approvisionnement et donc les entreprises impliquées dans l'approvisionnement en matières premières. Le député conservateur Neil Parish, président du comité parlementaire pour l'environnement, l'alimentation et les affaires rurales, a déposé un amendement visant à combler cette lacune et exiger des banques des obligations de diligence raisonnable lorsqu'elles accordent des financements à des entreprises qui traitent des « matières premières à impact forestier ». Toutefois, d'après [The Guardian](#), il est peu probable que le Gouvernement soutienne cet amendement.

Pour le PDG de la fintech suédoise Klarna, le Brexit peut renforcer la position de Londres en tant que centre financier – Plus favorable à une réglementation fondée sur les résultats plutôt qu'à des règles prescriptives, le PDG considère que le Brexit doit permettre au pays « de passer en revue les réglementations et d'examiner celles qui sont trop prescriptives », notamment dans des domaines tels que les vérifications de la connaissance du client, la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection de la vie privée, et de renforcer ainsi sa position de centre financier mondial en attirant davantage de fintechs et de banques. Klarna, dont la valeur a été évaluée à 31 Mds\$ en mars, soit trois fois plus que six mois plus tôt, est courtisée par plusieurs bourses dans le monde. Klarna a indiqué envisager Londres pour une éventuelle introduction en bourse, tout en préférant attendre « un environnement un peu plus sain » et non « surchauffé » pour les IPO. Au Royaume-Uni, la start-up est toutefois surveillée de près par les autorités : la FCA se prépare à introduire des contrôles plus stricts sur le secteur après avoir averti qu'il présentait un « potentiel significatif de préjudice pour les consommateurs » ; et en décembre 2020, l'*Advertising Standards Authority* britannique a interdit plusieurs publicités de Klarna après avoir constaté qu'elles « encourageaient de manière irresponsable l'utilisation du crédit ».

Les banques britanniques ciblent les acheteurs les plus fortunés en réduisant les taux des prêts hypothécaires de plusieurs millions de livres – Barclays a réduit cette semaine ses taux sur une gamme de prêts hypothécaires pour ceux qui cherchent à emprunter entre 2 et 10 M£. Pour ceux ayant un apport d'au moins 40 %, elle propose un taux fixe de deux ans à 1,09 %, avec des frais de 1 999 £. Le taux de son offre sur cinq ans, à des conditions similaires, est de 1,27 %. Chez NatWest, les taux d'un grand nombre de ses prêts hypothécaires vont baisser à compter de cette semaine, avec des réductions comprises entre 2 et 10 points de base. Pour les prêts allant jusqu'à 10 M£, un taux fixe sur deux ans à 1,08 %

est proposé, pour des frais de 995 £ pour ceux ayant un apport de 40 %. Halifax, Santander et HSBC ont également réduit leurs taux d'intérêt pour les prêts de plusieurs millions de livres depuis le début du mois de mai. D'après un [expert](#) du secteur, ces conditions de financement bon marché traduisent l'appétit des banques pour prêter, qui « ont trop d'argent en ce moment et veulent le distribuer ».

Les banques britanniques financent 805 millions de tonnes de CO2 par an – L'étude de [Greenpeace et WWF](#) montre que la City a fourni des prêts et des investissements pour des projets et des entreprises qui ont émis 805 millions de tonnes de CO2 en 2019, ce qui représente 1,8 fois les émissions annuelles nettes du Royaume-Uni pour la même année, qui s'élevaient à 455 millions de tonnes en excluant l'aviation et le transport maritime (des secteurs non inclus par le gouvernement britannique dans ses calculs d'émissions). Ces chiffres montrent que le secteur financier est l'un des principaux responsables de la crise climatique au Royaume-Uni et que, si la City était un pays à part entière, elle devancerait l'Allemagne en tant que neuvième émetteur de CO2 au monde (l'Allemagne a émis 776 millions de tonnes de carbone en 2018).

Les cabinets « challengers » se montrent critiques de la proposition gouvernementale d'audits partagés – La proposition, faite dans le cadre de la réforme britannique du secteur de l'audit dévoilée en avril dernier et soutenue par les *Big 4*, ne satisfait pas les cabinets plus petits, dits *challengers*. Mazars [considère](#) que cette formule n'aura « pas d'impact significatif sur la résilience du marché » et n'aurait dû être qu'une mesure temporaire avant de passer à une formule d'« audits conjoints », où deux cabinets - ou plus - assument une responsabilité égale pour un groupe entier. En outre, la mesure serait inefficace pour aider les *challengers* à pénétrer le marché des entreprises du FTSE 100. Quant à BDO et Grant Thornton, ils [envisagent](#) de ne pas se positionner pour participer aux audits partagés des entreprises du FTSE 100. Les autres *challengers* pourraient avoir du mal à se développer assez rapidement à moyen terme pour répondre à la demande. Pour BDO, un plafonnement de la part de marché des cabinets comptables individuels aurait été plus efficace que des audits partagés. Enfin, certains *challengers* craignent que les audits partagés ne se réduisent pour eux à la vérification de comptes de filiales mineures, ce qui ne les aiderait pas à acquérir les compétences nécessaires pour concurrencer le *Big 4*.

3 Audit

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international